





## D. Promotion et protection des droits de l'homme

DES MILLIERS DE RÉFUGIÉS ROHINGYA SONT RASSEMBLÉS LE LONG DE L'UNE DES ROUTES DU GIGANTESQUE CAMP DE RÉFUGIÉS DE KUTUPALONG Bangladesh

L'année 2018 marque le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, socle de tous les progrès qui ont été accomplis dans le domaine des droits de l'homme pour que chacun puisse vivre dans la liberté, l'égalité et la dignité. De nos jours, nulle part au monde la protection des droits de l'homme ne va sans difficultés. Les discriminations, les inégalités et les conflits violents n'ont pas perdu en intensité, et des millions de personnes n'ont d'autre choix que de fuir de chez elles. En 2017, le monde comptait 68,5 millions de personnes déracinées. Le risque d'exploitation touche particulièrement les femmes et les enfants. La menace qui, partout, pèse sur la démocratie et l'état de droit ne cesse de s'alourdir; en témoigne la répression dont les manifestants, les défenseurs des droits de l'homme et les médias sont souvent la cible, ainsi que le démantèlement des institutions et politiques cherchant à assurer une plus grande justice.

## PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE CADRE DE LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET DE LA PROMOTION DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ

Alarmé par la situation dans le nord de l'État rakhine, au Myanmar, où quelque 900 000 musulmans rohingya, cibles d'opérations militaires de grande envergure, ont dû prendre la fuite, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a dépêché des équipes de surveillance au Bangladesh. Les informations qui nous sont parvenues depuis lors ont jeté une lumière crue sur les souffrances extrêmes endurées par les réfugiés, ce qui a conduit le Conseil des droits de l'homme à mettre sur pied une mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar. Au total, neuf missions d'établissement des faits, commissions d'enquête ou groupes d'experts ont été créés ou ont vu leur mandat prorogé par le Conseil dans divers contextes.

Le suivi de la situation des droits de l'homme en Ukraine, qui est assuré conformément à la résolution 68/262 de l'Assemblée générale, a concouru au bon fonctionnement du dispositif d'alerte rapide et à la conduite d'activités de ré-

glement des conflits dans le cadre des accords de Minsk.

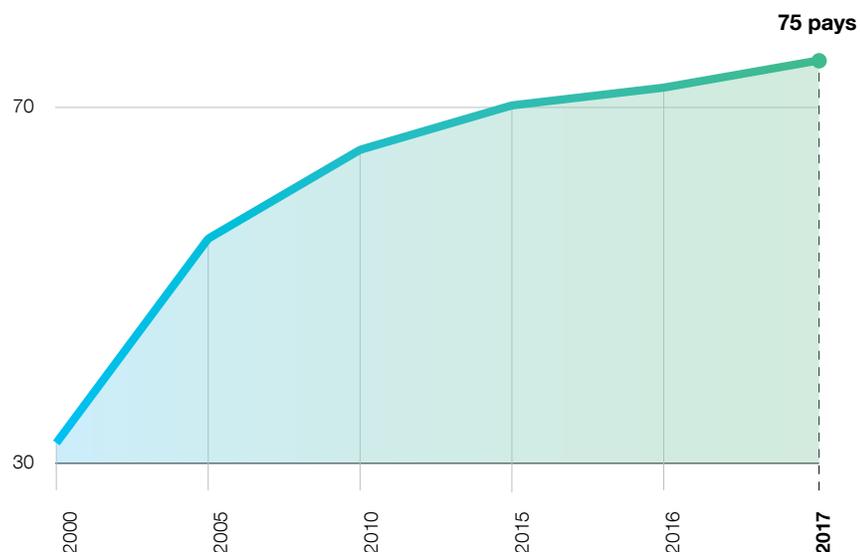
L'Organisation des Nations Unies a appuyé la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle, notamment dans l'État plurinational de Bolivie, en Colombie et en Gambie. Au Kosovo, nous avons collaboré étroitement avec le Comité international de la Croix-Rouge et les autorités à Pristina et Belgrade pour faire la lumière sur le sort de 1 658 personnes disparues pendant le conflit de 1998-2000.

En avril 2018, nous avons travaillé à l'élaboration du premier cadre Union africaine-Organisation des Nations Unies pour les droits de l'homme et de politiques de déontologie et de discipline relatives à l'exploitation et aux atteintes sexuelles applicables dans les opérations de soutien à la paix de l'Union africaine.

La protection et la promotion des droits de l'homme sont la pierre angulaire du Programme 2030, comme le Haut-Commissaire aux droits de l'homme l'a souligné lors de la conférence qui s'est tenue à Vienne en mai 2018. Les objectifs de développement durable visent « à réaliser les droits de l'homme pour tous, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ».

### Le nombre de pays dotés d'institutions nationales indépendantes de défense des droits de l'homme a plus que doublé depuis 2000

Pays dotés d'institutions conformes aux Principes de Paris



Source : DESA, ONU.

En 2017, le monde comptait 68,5 millions de personnes déracinées.

## PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME EN 2017

45 000

victimes de la torture ont reçu une aide à la réadaptation par l'intermédiaire de 178 organisations non gouvernementales dans 80 pays

30 000

victimes de formes contemporaines d'esclavage ont bénéficié d'une aide et obtenu réparation

4 000

visites de lieux de détention ont été effectuées

7 500

missions de surveillance ont été menées pour enquêter et rassembler des informations sur la situation des droits de l'homme à travers le monde

Plus de

2 600

séances de formation consacrées à la surveillance et aux enquêtes, à l'accès à la justice, aux normes en matière de lutte contre la discrimination, à la conduite responsable des affaires et à d'autres questions fondamentales ayant trait aux droits de l'homme ont été organisées à l'intention d'environ 54 700 partenaires des pouvoirs publics et de la société civile dans plus de 50 pays

Un appui technique a été apporté à

70

institutions nationales de défense des droits de l'homme, notamment en Islande, au Koweït, au Liban, à Madagascar, en Ouzbékistan, en République démocratique du Congo, aux Seychelles, au Soudan du Sud et au Turkménistan

Les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme ont examiné

165

rapports d'États parties et reçu 138 rapports supplémentaires établis par des États parties sur les mesures prises pour s'acquitter de leurs obligations internationales dans ce domaine

Les responsables de quelque

34

États ont enrichi leurs connaissances et compétences en ce qui concerne le droit international des droits de l'homme et les obligations de faire rapport qui en découlent

## AMÉLIORER LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET CONCOURIR À L'ÉLARGISSEMENT DE L'ESPACE DÉMOCRATIQUE ET AU DÉVELOPPEMENT

Pendant la période considérée, nous avons continué de surveiller la situation des droits de la personne dans plusieurs pays, en particulier le sort de groupes vulnérables tels que les migrants, les déplacés et les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes. La protection des droits de l'homme et l'état de droit sont indispensables au bon fonctionnement des institutions démocratiques et à la préservation de l'espace politique et civil, que l'adoption de mesures d'exception et de textes répressifs sécuritaires vient compromettre. Nous avons donc engagé les États à envisager les questions de sécurité d'une manière plus globale et plus respectueuse des droits de la personne en donnant aux pays qui sont la cible de menaces et d'attaques terroristes les moyens d'y faire face et en leur prêtant assistance. Nous avons également appuyé les démarches favorisant l'entente interconfessionnelle et intercommunautaire grâce à l'initiative « La foi pour les droits », qui offre aux acteurs concernés la possibilité de réfléchir aux liens profonds entre religion et droits de l'homme. Le 14 juillet 2017, nous avons lancé le Plan d'action à l'intention des responsables et des acteurs religieux en vue de prévenir l'incitation à la violence pouvant conduire à des atrocités criminelles.

Nous avons lancé un module interactif d'apprentissage en ligne sur la concrétisation du droit au développement dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable.

L'Organisation a œuvré à la protection des défenseurs des droits de l'homme dans le monde entier en prêtant main-forte aux institutions nationales de défense des droits de l'homme, ainsi qu'en effectuant un suivi minutieux et un signalement systématique des cas de représailles envers des personnes coopérant avec l'Organisation. En 2017, nous avons recensé 39 cas dans 29 pays. Jamais il n'y avait eu autant d'affaires dans autant de pays en une année. Aussi avons-nous intensifié nos activités de sensibilisation dans toutes les régions du monde, afin que les défenseurs des droits de l'homme soient mieux protégés.

Au Guatemala, nous avons aidé l'Institut national de statistique à aborder le recensement de la population et des logements de 2018 sous le prisme des droits,

en facilitant sa prise de contacts avec les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine. Au Kenya, en Palestine et en Ouganda, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les organismes nationaux de statistique ont uni leurs efforts pour améliorer le dialogue avec les groupes de population vulnérables. En Allemagne, au Chili, en Malaisie, en République-Unie de Tanzanie, en Thaïlande et au Viet Nam, nous avons apporté notre concours à l'application des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. En collaboration avec des universitaires, nous avons lancé un module interactif d'apprentissage en ligne sur la concrétisation du droit au développement dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable.



Photo #726446, 13/06/2017

Participant à la dixième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui s'est tenue au Siège de l'ONU, à New York.

# LE MONDE SOIXANTE-DIX ANS APRÈS L'ADOPTION DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

L'encadré ci-après regroupe pêle-mêle des faits marquants qui en disent long sur l'évolution des droits de l'homme depuis 70 ans.

## + Des avancées certaines



Dix-huit traités et protocoles facultatifs relatifs aux droits de l'homme ont fait l'objet d'un accord



Le nombre de pays ayant aboli la peine de mort s'élève à 104, contre 9 en 1948



Les femmes ont le droit de vote dans 198 pays, contre 91 en 1948



La majorité des États disposent d'un parlement national, contre 26 en 1948



Des textes de loi et des politiques sur la liberté d'information ont été adoptés par 111 pays



Dans le cadre de l'Examen périodique universel, le Conseil des droits de l'homme continue de dresser le bilan de l'action de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme

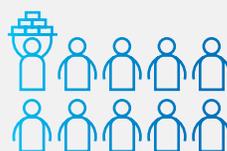


Experts indépendants nommés par le Conseil des droits de l'homme, les rapporteurs spéciaux se rendent sur le terrain, surveillent les situations dans lesquelles des violations des droits de l'homme risquent d'être commises, prodiguent des conseils et rendent publiques les informations recueillies



Les opérations de maintien de la paix ont désormais une composante droits de l'homme

## - Et pourtant



Le travail des enfants concerne un enfant sur dix



Une personne en détention sur trois n'a pas été jugée



880 millions d'urbains vivent dans des taudis



250 millions de femmes sont mariées avant l'âge de 15 ans



29 % des enfants de moins de 5 ans sont absents des registres des naissances



En moyenne, un journaliste est tué tous les quatre jours